

Quatrième rencontre de syndicalistes et de socialistes sur les conséquences des directives de l'UE en Suisse

● Le 8 mars s'est tenue à Lausanne la quatrième rencontre de syndicalistes et de socialistes, presque une année après la précédente rencontre.

Rappel des événements

Le 21 avril 2007, la troisième rencontre de syndicalistes et de socialistes prend la mesure de la défaite du PSS lors des récentes élections cantonales à Zurich : en avril 2007, le PSZ perdait 15'000 voix par rapport à 2003. Comment expliquer cette défaite ? La rencontre avait apprécié le tournant opéré depuis 2003 par la direction du PSS, qui tourne de plus en plus le dos aux revendications des travailleurs pour favoriser une orientation d'adhésion aux institutions de l'UE.

Cette rencontre lance un appel, à quelques mois des élections fédérales qui se concluent de la sorte : « C'est sur la base des revendications des travailleurs, et non pas sur la base de l'adhésion à l'UE qui est contradictoire avec ces revendications, que nous appelons les travailleurs et les jeunes à élire les candidates et les candidats du PS le 21 octobre ».

Plus de 60 signatures de syndicalistes, de socialistes, de dirigeants du mouvement ouvrier en Suisse ont été réunies sur ce texte en quelques semaines.

L'appel a été adressé dès la fin du printemps aux instances dirigeantes du PSS, qui ont répondu, niant qu'il y ait eu un tournant dans la politique du PSS.

Les élections fédérales de l'automne 2007 ont confirmé toutes nos craintes : le PSS subit une lourde défaite, avec

un recul de 4% de ses voix, et la perte de 9 sièges ! Suite à cette défaite, Hans-Jürg Fehr démissionne de la tête du PSS. Les instances dirigeantes appellent à un congrès extraordinaire en vue de tirer un bilan des élections, et d'élire une nouvelle présidence. (voir dans ces pages).

Nous avons alors lancé une nouvelle lettre ouverte aux candidats à la présidence du PSS : « Ne devons-nous pas rompre avec une logique, celle de l'UE, qui met l'intérêt des « marchés » systématiquement au centre ?

En conséquence de quoi nous pensons que la discussion doit continuer au sein de notre parti. Les travailleuses et les travailleurs et la population démunie, ainsi que les classes moyennes qui s'appauvrissent année après année attendent de notre parti qu'il apporte des réponses concrètes à leurs problèmes ».

Plus de 100 signatures de responsables, militants, syndicalistes... ont été récoltées sur ce texte en quelques jours.

A son tour, le bilan des élections tiré dans le cadre du Congrès du PSS du premier mars est sans appel : l'appréciation des signataires de la lettre ouverte est largement partagée dans le PSS : c'est l'orientation stratégique du PSS qui conduit aux défaites. C'est l'adaptation à la politique de l'UE, au détriment de la défense des revendications des travailleurs, qui pousse les travailleurs à se détourner du PSS.

Le Congrès a élu à la présidence du PSS le syndicaliste Christian Levrat, actuel président du syndicat de la communication (postes et télécom).

C'est à partir de ces éléments que la discussion s'est développée dans le cadre de la 4ème rencontre de syndicalistes et de socialistes, le 8 mars dernier à Lausanne.

De restructuration en restructuration

● Dans le cadre de la 4ème rencontre, un travailleur, syndicaliste du secteur de la Poste, a évoqué son expérience des restructurations dans les anciennes régies fédérales disloquées suites à la séparation des années 1990:



reusement, on a assisté à une délocalisation dans ce secteur également, en 1999: sur 606 personnes, seules environ 100 sont restées sur le site de Neuchâtel.

Je suis retourné à La Poste, aux exprès, et j'ai changé d'unité en 2005, car le service des exprès à Neuchâtel n'existe

plus. C'est «logistique poste» qui a repris les activités.

Encore une fois, de nombreux collègues vont rester sur la touche ces prochains mois.

Merci, Monsieur le directeur des Postes. ”

“Suppression d'emplois à La Poste et a Swisscom, dans le canton de Neuchâtel

La suppression d'emplois dans l'ancienne régie fédérale PTT ne date pas d'aujourd'hui, mais a commencé dans les années 1990.

On nous a annoncé dès la séparation de La Poste et des télécom, la fermeture de plusieurs offices des châteaux postaux pour 1996, impliquant la perte d'environ 950 places de travail.

J'ai quitté La Poste en juillet 1990 pour Swisscom. Malheu-

IMPRESSUM

Editeur responsable:
Michel Gindrat

Comité de rédaction:

Alexandre Anor
Paul Bayard
Daniel Hofer
Claude Iseli
Max Robert

Ont collaboré à ce numéro:

Marzia Fiastrì
Vincent Leggiero

Rédaction et administration:

Union des cercles pour une politique ouvrière
Case postale 1
1211 Genève 28
CCP: 12-67458-3
Fax: 022-733 87 31
info@ucpo.ch
www.ucpo.ch

Quatrième rencontre de syndicalistes et de socialistes sur les conséquences des directives de l'UE en Suisse

Conférence européenne

● *La 4^e rencontre s'est ouverte par un compte-rendu de la conférence ouvrière européenne qui s'est tenue à Paris les 2 et 3 février 2008 et qui a réuni quelque cent délégués de 19 pays d'Europe.*

La délégation suisse était composée de 5 personnes, trois du secteur de la santé du canton de Vaud, un enseignant et un étudiant genevois. Un manifeste a été adopté par la conférence ouvrant la perspective d'une Europe des travailleurs et des peuples, qui implique la rupture avec les institutions de

tricht et les directives sur la privatisation de l'électricité. L'adhésion de la Suisse à l'UE exigerait l'abrogation de cet article constitutionnel voté par le peuple. L'intervention des syndicalistes suédois qui ont proposé de tenir une conférence au mois de mai de cette année à Stockholm apporte un nouvel éclairage sur les conséquences de « la libre circulation des personnes » : rappelons que la Cour européenne de justice a jugé que l'action de blocus menée par le syndicat suédois pour obtenir d'une entreprise lettone la signature d'une convention collective, action menée pourtant en conformité avec la législation suédoise (Lex Britanica), était contraire à la « libre prestation de

il n'a rien dit, ni du service public, ni de La Poste, alors qu'il est toujours président du syndicat des postiers (Communication) et que le Conseil fédéral vient d'annoncer sa décision de libéraliser totalement le service postal en conformité avec les directives européennes. Christian Levrat a par contre confirmé l'engagement du PS en faveur de la libre circulation des personnes et son élargissement aux nouveaux pays de l'Union. Est-il possible de gagner les élections, de renouer avec les salariés qui sont la base électorale du parti socialiste sans rompre avec l'orientation d'adhésion à l'UE du président démissionnaire Hans-Jürg Fehr ? C'est la question que nous

cueilli un écho positif.

Résistance des travailleurs des CFF

Dans la discussion, il a été relevé l'importance de la résistance des employés de Cargo CFF en grève à Bellinzone, et celle des maçons qui revendiquent une convention collective nationale. Les postiers ont exprimés leur volonté de s'opposer aux mesures de libéralisation et de privatisation du Conseil fédéral. Un collègue genevois a rappelé que les syndicats romands du secteur des transports urbains, affiliés au syndicat des cheminots (SEV), avaient pris position contre l'accord sur la « libre circulation des personnes ». Dans ce secteur, « la libre circulation des personnes », de même que « l'ouverture des services à la concurrence » ont conduit à une pression énorme sur les conditions de travail.

La libre circulation des personnes: prochaine rencontre d'ores et déjà agendée

Dans ce domaine, le Conseil fédéral a pris position pour la reconduction de l'accord « de libre circulation des personnes » et les Chambres fédérales se prononceront certainement à la session d'été. Pour les syndicalistes, les socialistes, la question est posée : ces accords sont-ils favorables aux salariés que nous représentons ou sont-ils néfastes ? Les mesures d'accompagnements même renforcées, permettent-elles de défendre les salaires et les conditions de travail ? Ne faut-il pas, dans la mesure où les faits démontrent le contraire, appeler le PSS et l'USS à lancer le référendum contre cet accord ?

Au vu de l'importance et de l'urgence de cette question, les participants ont décidé de tenir une 5^e rencontre le 17 mai à Neuchâtel.

Les décisions de la 4^e rencontre :

- Organiser une délégation des signataires de l'appel auprès de C. Levrat début avril.
- Appeler à une 5^e rencontre le samedi 17 mai à Neuchâtel pour établir les faits sur les conséquences de l'accord sur la « libre circulation des personnes » et pour décider d'un appel au PSS et à l'USS pour le lancement du référendum.
- Faire signer le manifeste de la conférence européenne et l'appel à la conférence de Stockholm, et récolter des fonds pour financer une délégation suisse à Stockholm.
- Publier dans le journal *pour une politique ouvrière* les décisions et les interventions de la 4^e rencontre.

l'Union européenne et la question du combat contre l'adhésion dans certains pays comme la Suisse. L'intervention d'un des délégués suisses, qui expliquait que les citoyens genevois venaient d'inscrire dans la constitution le monopole du canton de Genève sur l'eau et l'électricité a rencontré un vif intérêt des participants. De telles dispositions sont en effet incompatibles avec le traité de Maas-

service » prévue par le traité de Maastricht.

Le congrès du PSS

Les participants à la IV^e rencontre ont ensuite écouté un compte-rendu sur le congrès extraordinaire du PSS qui s'est tenu à Bâle le 15 février. Il en ressort que si Christian Levrat a été plébiscité, s'il a parlé de renouer avec les valeurs traditionnelles du PS pour gagner les élections fédérales de 2011,

avons soulevée dans une lettre ouverte à Christian Levrat contresignée par 101 syndicalistes et militants du PSS. Ce point de vue est confirmé par un sondage que la direction du PS a organisé parmi les membres pour tenter d'analyser l'échec électoral des élections fédérales de 2007. Le journal « pour une politique ouvrière » et les documents de la Conférence de Paris, en particulier l'appel de Stockholm ont re-